

Plus de 400 femmes vont se faire avorter chaque année aux Pays-Bas

IVG

C'est ce qui ressort du rapport de la Commission nationale d'évaluation relative à l'IVG qui sera présenté ce mardi au Parlement. Le PTB en profite pour rappeler la proposition de loi visant à allonger le délai légal à 18 semaines de grossesse, au lieu de 12.

JEAN-PHILIPPE DE VOGELAERE

Les femmes belges continuent à disposer de leur corps. C'est ce qui ressort du rapport de la Commission nationale d'évaluation de la loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui sera dévoilé ce mardi en commission de la Santé du Parlement fédéral. Si le taux d'avortement reste stable, on ne peut que s'étonner du fait que plus de 400 femmes choisissent encore et toujours de se rendre tous les ans aux Pays-Bas pour interrompre une grossesse au-delà des douze semaines légales. En ce 8 mars, jour où l'on fête dans le monde les droits des femmes, la députée PTB Sofie Merckx annonce qu'elle profitera de l'étude de ce rapport pour interpeller les partis qui soutenaient il y a encore six mois des avancées dans le domaine de l'IVG.

Tous les deux ans, un rapport est déposé par la Commission précitée pour faire le point de la situation. Celui qui sera étudié mardi aurait dû être déposé l'an passé, mais le covid en a décidé autrement. Ce qui explique qu'il couvre les années 2018 et 2019 et montre qu'on a procédé à 18.272 avortements en 2018, contre 18.027 en 2019. Un acte demandé principalement par des femmes non mariées (plus de 13.600), même « si cela ne donne pas une image correcte de la situation » puisque les cohabitantes sont rangées dans cette catégorie. Pratiquement la moitié des IVG sont souhaitées parce que les femmes estiment qu'elles

ne souhaitent « pas avoir d'enfant pour le moment ». Et un peu plus de 45 % des femmes concernées ont indiqué qu'elles n'avaient prévu aucune méthode de contraception dans le mois écoulé. Enfin, près de 50 % des femmes qui se sont résolues à cet acte étaient dans la tranche d'âge des 20 à 29 ans.

Un délai jugé trop court

Ce qui étonne dans le rapport, c'est que c'est incidemment, à la page 17 (sur 143), que l'on découvre que « selon les données de l'Inspection des soins de santé, les cliniques spécialisées frontalières des Pays-Bas ont pratiqué sur des femmes provenant de Belgique 444 interruptions de grossesse en 2018. Pour 2019, ce chiffre n'est pas encore disponible. » Mais dans les rapports précédents, on aura remarqué que les IVG aux Pays-Bas étaient au nombre de 472 unités.

Voilà qui vise les avortements réalisés au-delà du délai des douze semaines et qui n'entrent pas dans la catégorie des IVG autorisées parce que la grossesse aura pu mettre la vie de la femme en danger ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Il y a eu 69 cas en 2019 et 77 en 2019.

Pour expliquer ces déplacements vers les Pays-Bas, où l'avortement est autorisé jusqu'à 22 semaines de grossesse, le rapport de la Commission nationale d'évaluation note que les centres de planning familial soulignent que « certaines femmes, plus fragiles, se pré-

18.027

On a procédé à 18.272 avortements en 2018, contre 18.027 en 2019. Un acte demandé principalement par des femmes non mariées (plus de 13.600), même « si cela ne donne pas une image correcte de la situation » puisque les cohabitantes sont rangées dans cette catégorie. Pratiquement la moitié des IVG sont souhaitées parce que les femmes estiment qu'elles ne souhaitent pas avoir d'enfant pour le moment.

Et un peu plus de 45 % des femmes concernées ont indiqué qu'elles n'avaient prévu aucune méthode de contraception dans le mois écoulé. Enfin, près de 50 % des femmes qui se sont résolues à cet acte étaient dans la tranche d'âge des 20 à 29 ans.

sentent au-delà des douze semaines de conception parce que le délai pendant lequel une grossesse peut être interrompue est trop court ».

Retirer les sanctions pénales

« Les demandes d'avortements tardifs sont un domaine dans lequel la Belgique ne prend pas ses responsabilités, souligne Sofie Merckx. D'autant qu'un délai de réflexion de six jours est imposé entre la demande et l'acte lui-même. Il importe d'offrir une perspective de soins aux femmes qui sont actuellement obligées de se rendre à l'étranger pour avorter, pour un coût d'environ 1.000 euros. Raison pour laquelle le PTB continue à défendre la proposition de loi qui veut étendre le délai légal pour avorter à 18 semaines de grossesse, et pour retirer les sanctions pénales prévues dans la loi. Une proposition qui fait consensus mais que les partis de la majorité bloquent pour respecter l'accord de coalition. » Pour rappel, la députée communiste vise par là le CD&V qui ne veut pas entendre parler de cette proposition.

Et de conclure : « Au vu des chiffres, la tranche d'âge 25-35 ans doit faire l'objet d'une attention particulière en ce qui concerne la contraception qui reste principalement sous la responsabilité des femmes, tant financièrement que psychologiquement. C'est pourquoi nous voulons également des politiques de prévention efficaces, notamment en favorisant l'accès maximal à la contraception, voire la gratuité, et en menant des campagnes de sensibilisation. »

RD CONGO

Un familier de la Belgique à la tête de la com'

C'est un familier des téléspectateurs belges qui a été nommé à la tête des services de presse du président Tshisekedi : Erik Nyindu Kibambe.

Né à Kinshasa en 1970, ce ressortissant du Kasai oriental mène ses études supérieures à Bruxelles et sort de l'ULB avec une licence en philosophie et communication.

C'est à Radio Tele Matonge, anciennement « Les amis de Wetshi » qu'il fait ses premiers pas, secondant le déjà légendaire Wetshi, pionnier de la presse euro-africaine à Bruxelles, qui fut le premier à donner la parole aux communautés congolaises et africaines dans la capitale. Erik Nyindu passe ensuite à Télé Bruxelles puis à TV5 avant d'être repéré par Vox Africa, une chaîne de télévision orientée vers l'Afrique et qui diffuse depuis Londres.

Revenu à Bruxelles, il fonde sa propre société de production Voix media. De 2017 à 2019, il dirige la rédaction de MEDI 1 TV Afrique, une chaîne internationale produite par le Maroc.

Le sourire n'empêchant pas les questions pointues et les activités de Matonge menant aussi aux grandes chaînes internationales, Erik Nyindu est avant tout un vrai professionnel de la presse, spécialiste de l'information et non de la propagande.

Directeur de la cellule de communication de la présidence de la république, il succède à Lambert Mende Omalanga, éloquent porte-parole du gouvernement et du président Kabila, un ancien lumbiste rallié aux rebelles puis au pouvoir kabiliste et ayant aujourd'hui rejoint les rangs de l'Union sacrée de Tshisekedi. COLETTE BRAECKMAN

BIRMANIE

Des milliers de manifestants dans la rue malgré la répression

La répression a continué dimanche contre les Birmans descendus par milliers dans les rues pour réclamer le rétablissement de la démocratie.

Les forces de sécurité, déployées en nombre, ont fait usage de gaz lacrymogène, de munitions en caoutchouc mais aussi de balles réelles pour disperser les rassemblements. Certains manifestants ont été blessés, notamment à Rangoun, la capitale économique où un homme de 20 ans a eu l'oreille arrachée, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux. Parallèlement, les arrestations se poursuivent. Des raids des forces de sécurité ont eu lieu la nuit précédente à Rangoun contre des responsables de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi. « On ne sait pas combien de personnes ont été interpellées », a déclaré un cadre du parti. Un de ses représentants locaux a été tué. AFP

ROYAUME-UNI

Nigel Farage annonce son retrait de la politique

Nigel Farage, figure de proue du mouvement Brexit, a annoncé son retrait de la politique dans une vidéo publiée samedi sur Twitter. « J'ai réalisé ce que j'avais prévu de faire (...) Le travail de ma vie a été de nous faire sortir de l'Union européenne », a-t-il déclaré. « Nous avons le Brexit. Ce n'est pas parfait, mais maintenant avec le vaccin, nous voyons les avantages », en référence à la position de leader de la Grande-Bretagne dans la vaccination contre le coronavirus. « Je ne prends pas ma retraite. Oui, je me retire de la politique partisane. Mais il y a beaucoup d'autres choses dans lesquelles je veux m'impliquer, en particulier l'influence croissante du Parti communiste chinois. » AFP



A Mossoul, au milieu des décombres, le Pape a prié pour les « victimes de la guerre ». © AFP.

IRAK

Le Pape aux chrétiens : « Ne vous découragez pas »

Le pape François a conclu sa visite historique en Irak dimanche avec une messe devant des milliers de fidèles dans le nord du pays ravagé par les djihadistes, appelant les chrétiens encore dans le pays à « ne pas se décourager ». Après avoir prié pour les « victimes de la guerre » dans les décombres de Mossoul, ancienne « capitale » autoproclamée du groupe Etat islamique (EI), ou dans l'église tout juste restaurée d'une localité martyre de la plaine de Ninive, le souverain pontife a célébré la plus grande messe de son voyage sous haute sécurité.

Arrivé triomphalement en papamobile sur la pelouse du stade d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, le pape argentin a promis aux fidèles d'une des plus anciennes communautés chrétiennes au

monde : « L'Irak restera toujours avec moi. » Pour Bayda Saffo, catholique de 54 ans ayant fui les djihadistes à Mossoul, « on sait que quelqu'un pense à nous et à ce que nous ressentons ». Cela va « encourager les chrétiens à rester sur leur terre », assure-t-elle à l'AFP au terme de la première visite d'un pape en Irak, pays où le nombre des chrétiens a fondu en 20 ans de 6 % à 1 % de la population. Depuis son arrivée vendredi, gardes du corps et forces de sécurité étaient en vigilance plus que renforcée. Ils l'ont de nouveau été pour cette messe au stade Franso Hariri – du nom d'un politicien chrétien assassiné il y a 20 ans –, après une attaque aux roquettes fin février contre l'aéroport d'Erbil. Mais dimanche, il est parvenu à toucher

la foule, d'abord à Mossoul, où il a déploré l'exil des chrétiens d'Orient sur une estrade construite au milieu des ruines, faite d'église toujours debout. Là, le pape âgé de 84 ans, qui marche avec difficulté en raison d'une sciatique, a fait un tour en voiturette de golf sous les youyou et les vivats d'une petite foule.

« C'est un voyage particulier aussi au regard des conditions sanitaires et de sécurité », convient Matteo Bruni, le porte-parole du Vatican. Mais, poursuit-il, c'est « un geste d'amour pour cette terre et ce peuple » que François voulait visiter depuis la percée de l'EI en 2014 en Irak, et « tout geste d'amour est toujours un peu extrême ».

Le pape doit quitter lundi matin l'Irak pour rentrer à Rome. AFP